PUBLICITÉ

Francophonie : le Canada dépasse la France comme premier financeur de l’OIF

Pour la première fois, Ottawa et les provinces contribuent plus que Paris au financement de l’Organisation internationale de la Francophonie.

Le premier ministre canadien Mark Carney et le président français Emmanuel Macron participeront au Sommet de la Francophonie à Phnom Penh, au Cambodge, du 14 au 16 novembre.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / SEAN KILPATRICK

Thomas Gerbet et Marianne Dépelteau

Publié à 10 h 00 UTC+1

Écouter l'article | 10 minutes

La France a à ce point diminué ses contributions financières à l’Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qu’elle vient de se faire ravir la place de premier bailleur de fonds, a appris Radio-Canada. Des documents obtenus par Radio-Canada montrent que les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada financent dorénavant davantage l’OIF que le premier pays francophone de la planète.

Ces informations proviennent de documents financiers de l’OIF qui seront rendus publics lors du Sommet de la Francophonie débutant samedi, au Cambodge.

Le Canada et les provinces du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l’Ontario et de la Nouvelle-Écosse ont contribué ensemble à hauteur de 19,4 millions d’euros, soit un peu plus de 30,6 millions de dollars canadiens, lors de la dernière année financière, en 2025.

PUBLICITÉ

Dans le même temps, la France a versé 19,3 millions d’euros, ou un peu moins de 30,5 millions de dollars canadiens, en incluant les contributions de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

Selon ces mêmes documents, les contributions du Canada et des provinces devraient dépasser de plusieurs millions celles de la France à l’issue de 2026. Officiellement, ni Ottawa ni Québec ne considèrent avoir dépassé la France, puisque les budgets fédéraux et provinciaux sont calculés distinctement.

Paris est historiquement le principal contributeur financier de l’OIF, ce qui lui confère un poids diplomatique majeur dans le choix du Secrétaire général.

Quatre candidats sont en lice pour le poste qui sera attribué lundi, dont la Rwandaise Louise Mushikiwabo, qui sollicite un troisième mandat.

Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de l’OIF

PHOTO : AFP/GETTY IMAGES / LUDOVIC MARIN

L’OIF est une institution multilatérale qui comporte 90 États et gouvernements membres. Elle vise à encourager une coopération politique, éducative, économique et culturelle entre les pays de la francophonie.

La baisse des contributions de la France a des répercussions sur les finances de l'organisation, ce qui préoccupe des sources impliquées dans l'OIF qui se sont confiées à Radio-Canada. Elles ne sont pas autorisées à parler publiquement.

PUBLICITÉ

« [Les finances de l'OIF], c'est bien géré. Ce qui me préoccupe, c'est la France qui a coupé considérablement ses contributions. Donc, l'OIF est obligée d'aller puiser dans le fonds de réserve », déplore une de ces sources.

L'OIF reçoit de l'argent des États et des gouvernements de trois façons :

- Un financement statutaire, régulier, calculé selon la richesse de chaque pays;
- un financement volontaire, en surplus, qui peut varier d'une année à l'autre;
- un financement exceptionnel ou extrabudgétaire, qui peut aussi varier selon les années.

Évolution des contributions à l'OIF

Somme des contributions statutaires, volontaires et extrabudgétaires par État/gouvernement (en euros)

	2024	2025
Canada (fédéral)	16 581 394	16 278 334
Ontario	23 000	23 000
Québec	3 243 750	2 840 590
Nouveau-Brunswick	278 972	282 245
Nouvelle-Écosse	5 000	23 000
Total	**20 132 116**	**19 447 169**
France	34 082 000	19 230 500
Nouvelle-Calédonie	75 000	75 000
Polynésie française	5 000	23 000
Total	**34 162 000**	**19 328 500**

Le calcul exclut les contributions d'organisations, parfois subventionnées, comme le Centre des monuments nationaux (France) ou le Centre de recherches pour le développement international (Canada).

Tableau: Radio-Canada • Source: OIF • Télécharger les données • Créé avec Datawrapper

Méthodologie :

Nous avons pris en compte l'ensemble des contributions (statutaires, volontaires et exceptionnelles) des États et gouvernements. Pour la part versée par les contribuables du Canada, nous avons additionné les versements du gouvernement fédéral canadien avec ceux du gouvernement du Québec et des autres provinces.

Les contributions statutaires de la France sont demeurées stables entre 2024 et 2025. Cependant, ses contributions volontaires sont passées de plus de 7,3 millions d'euros à 2,8 millions d'euros (de 11,53 à 4,42 millions de dollars canadiens) dans la même période. Les contributions extrabudgétaires françaises ont aussi baissé de façon considérable.

Si l'on additionne le tout, les contributions totales de la France sont passées de plus de 34 millions d'euros en 2024 à environ 19 millions d'euros en 2025.

Encore moins de contributions de la France en 2026

Questionné par Radio-Canada, le gouvernement français admet avoir réduit son financement en raison de sa situation budgétaire difficile.

« L'évolution des contributions volontaires françaises s'explique par un contexte budgétaire national contraint et par la nécessité de maîtriser les dépenses publiques, y compris en matière de coopération multilatérale », explique par courriel une porte-parole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France.

Le Ministère indique au passage que sa contribution volontaire sera encore plus basse en 2026 : 1,15 million d'euros sont prévus, ou 1,82 million de dollars canadiens.

« À l'avenir, nos contributions volontaires se concentreront sur des projets prioritaires à fort impact, à l'instar de la promotion des industries culturelles et créatives francophones, et plus largement du développement de la Francophonie économique », ajoute la porte-parole.

> **« La France se réjouit de l'engagement du Canada et de ses différentes provinces dans l'organisation. Ses partenaires canadiens et elle portent une même ambition et des valeurs similaires en matière de francophonie. »**
>
> — Déclaration du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la France

Le gouvernement français précise qu'il continue d'appuyer d'autres organisations francophones, par exemple l'Agence universitaire de la Francophonie et TV5 Monde, ce qui est également le cas du Canada et du Québec.

La France fournit également le bâtiment du siège de l'OIF à Paris.

Plus de poids diplomatique pour le Canada?

Les contributions font partie des éléments qui « pèseront nécessairement dans les discussions autour de la future direction de l'OIF », croit Benjamin Boutin, chercheur au Collège des Chaires de recherche sur le monde francophone.

« Le Canada peut légitimement faire valoir sa contribution pour revendiquer des responsabilités de premier plan dans la prochaine équipe dirigeante », estime-t-il.

« Même si la France conserve probablement le premier rang lorsqu'on élargit le périmètre des dépenses, le fait que la contribution canadienne à l'OIF, en additionnant celle du gouvernement fédéral et des provinces participantes, dépasse désormais légèrement celle de la France est politiquement signifiant », analyse le chercheur.

Cette nouvelle a une « signification symbolique », confirme Younes Mihoubi, qui a été conseiller dans la transformation administrative et financière de l’OIF , entre 2019 et 2023.

À son avis, le Canada pourrait tenter de profiter de sa nouvelle position, « si la volonté politique est là ».

Younes Mihoubi a été directeur de l’administration et des finances par intérim lors de sa dernière année à l’OIF.
PHOTO : COURTOISIE

2025, une année plus difficile pour l’OIF

Les états financiers de 2025 montrent que les contributions de plusieurs pays ont stagné ou baissé. Trois pays, soit le Mali, le Burkina Faso et le Niger, ont aussi quitté l’organisation l’an dernier.

En parallèle, les dépenses de l’OIF ont augmenté. L’année s’est conclue avec un important déficit et, pour compenser, l’Organisation a prélevé plus de 10 millions d’euros (15,8 millions de dollars) dans son fonds de réserve.

Nous avons montré les états financiers des dernières années au chercheur Claude Mathieu, membre du Groupe de recherche en finance responsable, à l’Université de Sherbrooke.

Pour le moment, vu l’argent disponible dans les caisses, l’OIF est « en mesure d’absorber », dit-il, mais « si ça continue, ça peut être grave. [...] Il va falloir une gestion très prudente des contributions et des dépenses. »

Claude Mathieu
PHOTO : RADIO-CANADA

Younes Mihoubi est d’avis que « la structure budgétaire de l’OIF n’était pas viable à long terme, [...] parce que les contributions volontaires dépendent de la volonté des États ».

« Le fonds de réserve n’est pas une solution permanente », et il faut trouver d’autres solutions, indique une source impliquée dans l’OIF.

Les solutions de l’OIF

Dans une réponse transmise par courriel à Radio-Canada, l’OIF explique que la vocation du fonds de réserve est « précisément de permettre à l'Organisation de faire face à des aléas budgétaires et d'assurer la continuité de ses activités lorsque les circonstances l'exigent ».

> **« Avec l'accord de ses membres, l'OIF a pu mobiliser de manière prudente une partie des réserves constituées au cours des années précédentes, afin de préserver le financement de ses projets et programmes et de maintenir son niveau d'activité. »**
>
> — Oria K. Vande weghe, directrice de la communication et porte-parole de la Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie

La porte-parole ajoute que l’OIF mène des initiatives pour « réduire sa dépendance aux fluctuations des contributions volontaires », par exemple en augmentant les contributions statutaires, ou par une « diversification de ses financements », notamment du financement privé. « On peut citer le partenariat avec TotalEnergies ».

Ottawa et Québec souhaitent une bonne gestion financière

Par courriel, Affaires mondiales Canada affirme que « le Canada demeure engagé afin de promouvoir la saine gestion financière de l’OIF et la transparence, et de favoriser un modèle financier qui soit durable ».

De son côté, Québec rappelle que, « comme tout organisme financé par des fonds publics, l’OIF doit faire preuve de rigueur et de transparence dans la gestion de ses finances ».

« Nous suivons attentivement l’évolution de sa situation financière, notamment celle de son fonds de réserve », avertit par courriel le ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur du Québec.

En 2023, l'émission *Enquête* révélait l'existence d'un rapport de la firme KPMG, commandé par la secrétaire générale Louise Mushikiwabo au début de son mandat et remis à l'OIF en 2020.

La firme avait alors cerné des failles dans la manière dont l'OIF effectuait sa comptabilité et ses budgets. L'OIF s'était alors défendue pour dire que l'analyse portait sur les années précédant l'arrivée de Mme Mushikiwabo et que de l'ordre avait été fait dans les finances depuis.

Le président français Emmanuel Macron est attendu au Cambodge pour le Sommet de la Francophonie, de même que le premier ministre canadien Mark Carney et le premier ministre québécois Paul St-Pierre Plamondon.

Le Québec est un membre de plein droit de l'OIF. C'est aussi la Québécoise Caroline St-Hilaire, ex-mairesse de Longueuil, qui occupe le poste d'administratrice de l'Organisation.

Avec la collaboration de Julie Dufresne

Thomas Gerbet

Marianne Dépelteau

Commentaires

Vous souhaitez signaler une erreur?
Écrivez-nous ↗

Vous voulez signaler un événement dont vous êtes témoin?
Écrivez-nous en toute confidentialité ↗

Vous aimeriez en savoir plus sur le travail de journaliste?
Consultez nos normes et pratiques journalistiques ↗

PUBLICITÉ

LES PLUS POPULAIRES

Nous et un nombre restreint de nos partenaires publicitaires utilisons des témoins pour recueillir certaines de vos données et les utilisons afin d'améliorer votre expérience et de vous présenter des contenus et des publicités personnalisés. Si vous n'êtes pas à l'aise avec l'utilisation de ces informations, veuillez revoir les paramètres de confidentialité de votre appareil et de votre navigateur avant de poursuivre votre visite.

En savoir plus

J'accepte

Effondrement d'un immeuble à New York : le bilan monte à 8 morts

Les recherches continuent, environ 250 pompiers et secouristes ont été mobilisés.

Il y a 1 heure | Accidents et catastrophes

DERNIÈRE HEURE

Le PDG de Nvidia, Jensen Huang, démissionne

Le PDG de Nvidia, Jensen Huang, démissionne dans la foulée d'un scandale présumé d'espionnage; c'est la ...

Il y a 56 minutes | Dernière Heure

Après la défaite, Donald Martel quittera le Québec, pour se retrouver

Le député depuis 14 ans dans Nicolet-Bécancour est devant une page blanche.

Il y a 6 heures | Politique provinciale

Analyse Ottawa sème la confusion sur l'immigration

Il semble y avoir des contradictions entre les affirmations figurant dans le budget et certaines politiques.

Gérald Fillion

Il y a 6 heures | Budget fédéral 2026

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ

Infolettre Info nationale

Chaque jour, restez au fait de l'actualité nationale.

Courriel

moncourriel@exemple.com

M'abonner

Découvrez tout ce qui se passe ici et maintenant à Radio-Canada : nouvelles, actualité régionale, nationale et internationale, télé, radio, culture, recettes et plus!

TÉLÉCHARGEZ L'APPLI RADIO-CANADA

Télécharger dans l'App Store

L'OBTENIR SUR Google Play

Priorisez Radio-Canada dans vos résultats

Ajoutez-nous à vos sources préférées sur Google.

Accéder à Google

COMMUNIQUEZ DE L'INFORMATION

Partager une nouvelle

Source anonyme

PRATIQUES JOURNALISTIQUES

Les coulisses de l'info

Le mot de l'info

Divulgation des activités

Normes et pratiques journalistiques

Abonnez-vous à nos infolettres

De l'info à la culture en passant par le divertissement, recevez nos sélections et recommandations de contenus directement dans vos courriels.

Choisir mes infolettres ↗

Tous droits réservés © Société Radio-Canada 2026

Nous et un nombre restreint de nos partenaires publicitaires utilisons des témoins pour recueillir certaines de vos données et les utilisons afin d’améliorer votre expérience et de vous présenter des contenus et des publicités personnalisés. Si vous n’êtes pas à l’aise avec l’utilisation de ces informations, veuillez revoir les paramètres de confidentialité de votre appareil et de votre navigateur avant de poursuivre votre visite.

En savoir plus